L'INTERNATIONALE

ORGANE DES SECTIONS BELGES
DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS
PARAISANT LE SAMEDI

Les demandes d'abonnement, les journaux d'échange et les renseignements concernant la rédaction doivent être adressés au Comité de rédaction, rue de l'Épargne, 5.
Les mandats sur la poste devront être inscrits au nom du secrétaire de la rédaction.
Pour les abonnements à l'étranger, le montant de l'abonnement doit être payé d'avance.

ADMINISTRATION
5, RUE DE L'EPARGNE, 5
A BRUXELLES

Prix du journal: le numéro, 10 centimes.
ABONNEMENTS pris au bureau du journal: un an, 4 francs. Un semestre, 2 francs.
Pour les abonnements qui seront encaissés à domicile, il sera prélevé 20 centimes en plus.
ABONNEMENTS pour l'étranger: Hollande, un an, fr. 5 50. France, 3 00. Suisse, 6 00.
Angleterre, 6 00. Allemagne, 6 00. Espagne, 10 00. Italie, 9 00. Amérique, 11 00.

COMMUNICATIONS,

BRUXELLES.

La section bruxelloise tient ses réunions tous les dimanches, à 8 heures du soir, au local, à la Bourse, grand' place.

Ordre du jour du 12 octobre :

1. Renouvellement de la commission.
2. Suite de la discussion sur la reorganisation.

Association des Cordonniers d'Anvers.

Appel à toutes les associations de cordonniers de la Belgique.

Compagnons.

Par les soins de l'association des cordonniers d'Anvers, il sera tenu, les Samedi 1^{er} et Dimanche 2 Novembre 1873, un CONGRÈS ayant pour but de rechercher les moyens d'améliorer la condition des ouvriers cordonniers.

Ce Congrès aura lieu au St-Sébastien, poids public. A l'ordre du jour figurent les questions suivantes :

- 1^o Salaire et grèves;
- 2^o Des dix heures de travail et de la suppression du travail du dimanche;
- 3^o Des maladies qui résultent du travail excessif et de la mortalité prématurée des cordonniers;
- 4^o Institution libre d'une caisse de secours en cas de maladie, ainsi que pour favoriser ceux qui doivent se déplacer;
- 5^o Institution d'un bureau de placement pour les ouvriers sans travail;
- 6^o De la réglementation et du soutien des apprentis;
- 7^o Constitution définitive de la Fédération des ouvriers cordonniers;
- 8^o De l'organe de la Fédération;
- 9^o De la suppression du travail dans les prisons.

Les groupes qui croiraient devoir ajouter des questions à cet ordre du jour, sont amicalement priés de les adresser, par lettre, au secrétaire de l'association.

Anvers, le 14 septembre 1873.

Le secrétaire correspondant.

H. DIELS, Marché au Seigle, 25, à Anvers.

CENTRE-HAINAUT.

Le Groupe du charbonnage de Houssu tiendra ses assemblées générales mensuelles le deuxième et le quatrième dimanche de chaque mois, à 3 heures précises, chez le compagnon Nopert, dit Bata, à Beaume.

La première séance sera destinée à la discussion des principes, et la seconde à la perception des cotisations et aux questions administratives.

Pour le comité : E. HUBERT.

La section des houilleurs du charbonnage de la Louvière tiendra ses assemblées générales le 2^e et le 4^e dimanche de chaque mois, chez Xavier Lebaq, à Houdeng-Goegnies. M. T., secrétaire.

Les assemblées générales des Houilleurs du Sars-Longchamps auront lieu le deuxième et le quatrième dimanche de chaque mois, à 3 heures précises, chez CÉLESTIN MAINFIEU, au mitant des camps.

La séance du quatrième dimanche sera consacrée à la perception des cotisations.

Le secrétaire, A. VEANDEVILLE.

Le comité du groupe de métallurgistes qui vient de se constituer au *Laminoir du Centre* (La Louvière),

vous informe qu'il tiendra les assemblées le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, chez le compagnon Ni-caise Louis, rue du Commerce, à La Louvière.

Le Conseil fédéral du Centre prie toutes les sociétés de la Fédération d'envoyer des délégués au CONGRÈS qui se tiendra le dimanche 19 octobre 1873, à 3 heures précises, au local de l'Union, à Jolimont.

Ordre du jour :

1. Reddition des comptes du Conseil;
2. Reddition des comptes de la grève des mécaniciens;
3. Rapport du délégué au Congrès de Genève.

Pour le Conseil : CORNET.

Les assemblées générales des *Métallurgistes de Fayt* se tiendront le 2^{me} et le 4^{me} dimanche de chaque mois, à 3 heures précises, chez Emile Laboureur, au Chemin de Péronnes, à Fayt.

Le groupe des maréchaux et charpentiers de Sars-Longchamps tient ses assemblées les 2^{me} et 4^{me} dimanches du mois, pour le paiement des cotisations et la discussion des principes socialistes, chez le compagnon Louis Devière, au Mitant des Champs.

Le secrétaire, CLOVIS HANAPPE.

A la suite d'un appel urgent, le groupe tiendra un meeting le dimanche 2 novembre 1873, à 3 heures de l'après-midi, chez Gabriel Mayeu, près de l'église, à Jolimont.

Tous les menuisiers, charpentiers et maréchaux employés dans les charbonnages du Centre, sont invités à y assister.

Ordre du jour : 1. Discussion des principes fédératifs. 2. Discussion sur la revendication du droit du travail. 3. Moyens de nous entendre et de nous fédérer avec les autres associations.

Le groupe du charbonnage de Houssu fait appel à toutes les sociétés, afin d'assister au meeting du dimanche 19 novembre 1873, à 3 heures du soir, chez Loir, à Beaume.

Ordre du jour : 1. Moyen de liquider les frais des grèves. 2. De la nécessité d'éviter les grèves, tant que l'organisation ne sera pas générale. 4. Travailler afin de fédérer tous les groupes qui ne le sont pas encore.

Pour le Comité : HUBERT.

L'assemblée générale de la section de Haine-Marie-mont se tiendra le 2^e dimanche de chaque mois, à 9 heures du matin, chez Hennaux Alexis, à La Hestre.

L'ordre du jour sera affiché huit jours d'avance dans la salle.

E. H., secrétaire.

Caisse de résistance des *Métallurgistes de la Croÿère*.
Le comité a l'honneur d'informer les adhérents que les assemblées générales auront lieu tous les samedis de chaque mois pour la perception des cotisations et le dernier dimanche du mois pour les discussions générales.

Pour le comité : L. DELATRE.

La section de Godarville tiendra ses assemblées générales le 1^{er} dimanche de chaque mois, à 10 heures du matin, chez le compagnon Houssard Antoine, sur la place, au dit lieu. — L'ordre du jour des réunions sera affiché huit jours d'avance dans la salle.

Le secrétaire provisoire, H. Paindavaine.

La section des Houilleurs de Carnières tiendra son assemblée générale mensuelle le premier dimanche de chaque mois, à 3 heures précises, chez Constant Philippe, au Chemin Royal. V. DUBOIS, secrétaire.

Le Cercle des libres penseurs du Centre (Hainaut), société pour l'enterrement civil, tiendra sa séance mensuelle obligatoire le dimanche 12 octobre 1873, à 9 heures du matin, au local, chez le citoyen Alard Nicolas, rue de la Loi, à La Hestre.

Ordre du jour :

1. Des devoirs qui incombent à chaque adhérent.
2. Des contradictions existant entre les différents dogmes et la raison.
3. Questions administratives.

Le secrétaire, G. CHAPEAU,
Petit Bois d'Haine.

NOTA. — Les séances ordinaires ont lieu le premier dimanche de chaque mois, au local et à la même heure.

CERCLE D'ÉTUDES SOCIALES.

Nous informons les compagnons du Centre que les séances se tiendront le mardi de chaque semaine à 8 heures du soir, au local de l'Union à Jolimont.

Les séances privées auront lieu le 1^{er} mardi de chaque mois, elle sera consacrée à la perception des cotisations et à la discussion des questions administratives; les autres séances seront publiques.

J. Tison, secrétaire.

La Section de la Louvière, l'*Union Ouvrière*, tient ses séances le deuxième dimanche du mois, chez le sieur Alexandre Mcreau, à Hocquet, pour la perception des cotisations, et le quatrième dimanche, chez Augustin André, à Hocquet, pour la reddition des comptes et les discussions des principes socialistes.

Les assemblées de la section d'Haine-St-Pierre St-Paul se tiennent au nouveau local de la section, à 3 h. précises, le deuxième dimanche de chaque mois, pour le paiement des cotisations, et le quatrième dimanche pour la reddition des comptes et la question des principes.

— La Section de Fayt, la *Solidarité*, tiendra son assemblée générale le 4^{me} dimanche de chaque mois, à 3 heures précises, chez Florent Vaneukem, à Fayt. L'ordre du jour sera affiché huit jours d'avance dans la salle des réunions.

Le secrétaire, A. Lazare.

BASSIN DE CHARLEROI.

La section de Gouy-lez-Piéton, la *Solidarité*, informe ses membres que les assemblées générales sont fixées au 2^{me} et 4^{me} dimanche de chaque mois, à 3 heures, au local de la section, chez Aimable Dehenne, au dit lieu. L'ordre du jour sera affiché huit jours d'avance au local.

Etienné HEMBERG,
secrétaire d'extérieur, à Gouy-lez-Piéton.

Toutes les correspondances ayant rapport à la fédération du bassin de Charleroi devront être adressées à Edmond Warnotte, limeur, place de l'Eglise, 39, à Gohyssart-Jumet. Pour la Fédération, Warnotte.

La section de Montigny-sur-Sambre, les Travail- leurs de l'Abime, a, pour cause d'agrandissement, transféré ses magasins et son local ruelle Chet (Neu- ville), ancienne maison Jalez, chez Coart Charles.

En même temps, les compagnons sont informés que la section tiendra deux assemblées générales et obligatoires la première le 2^{me} dimanche du mois, et la troisième le 4^{me} dimanche, à 4 heures. — L'ordre du jour sera annoncé avant l'ouverture de la séance.

La Section de Gohyssart, *Les Réunis*, tient ses assemblées le deuxième et le quatrième dimanche de chaque mois, à 4 heures précises de relevée.

Ordre du jour de la séance du deuxième dimanche.
1. Perception des cotisations. — 2. Reddition des comptes. — 3. Cours d'études sociales.

Ordre du jour de la séance du quatrième dimanche.
1. Perception des cotisations. — 2. Cours d'études sociales.

Le secrétaire, P. HANICQ.
Tous les dimanches, de six à dix heures du soir, chez Florent Louvrier, sur la place, assemblée pour les membres du Groupe d'Études Sociales.

CORRESPONDANCE SOCIALISTE DE PARIS.

Chers compagnons,

Les décisions audacieuses des partis réactionnaires ont mis tout le monde sur les dents. Le commerce est complètement nul et la fièvre s'est emparée de la population.

D'après mes informations, non-seulement Paris paraît disposé à opposer une vive résistance aux contre-révolutionnaires, mais tous les départements du Midi, du Nord et de l'Est se préparent à tout entreprendre pour ne point permettre l'attaque sacrilège que l'on cherche à faire contre le *suffrage universel*; car c'est bien de cette grande conquête qu'il s'agit aujourd'hui.

Le peuple français, quoiqu'il ne s'en soit servi jusqu'à ce jour que pour les intérêts de ses adversaires, comprend que la suppression du *suffrage universel* est sa propre décapitation, et qu'il sera immédiatement remis en tutelle.

Majeur depuis 48, il prétend ne pas revenir à l'âge où l'on traite les pupilles comme des êtres dépourvus de toutes conceptions.

Aussi l'*alliance*, dont je vous entretenais dans ma dernière, est-elle prise au sérieux par la classe ouvrière qui comprend que le *suffrage universel* est la base de toute révolution sociale; elle sait que par lui elle peut arriver à partager la direction de la nation, et certainement qu'elle fera tout ce qui dépendra d'elle pour défendre cette immense conquête, embryon de tout affranchissement.

Croyez bien que si le crime se fait, la France se lèvera comme un seul homme pour châtier les insolents et les audacieux qui oseront lui retirer son brevet de capacité.

La persistance des radicaux ou jacobins à ne pas admettre l'alliance de tous les fils de la Révolution de 89 pour écraser la monarchie d'outre-tombe, est bien mal vue par les ouvriers qui disent que probablement ces messieurs se consoleraient de la perte du *suffrage universel*, parce qu'ils entrevoient encore la possibilité, sous le droit divin, d'être électeurs et éligibles. Le travail, par l'intérêt des capitaux sous toutes ses formes, leur donnant les moyens d'être censitaires, c'est-à-dire électeurs ou candidats à 250 ou 500 francs d'impôts.

De cette façon, ces blagueurs émérites pourraient continuer leurs farces parlementaires. Le journal *l'Avenir National*, en cette circonstance, les juge comme ils le méritent, et rend un bien grand service à la Révolution.

Salut cordial,

G. DURAND.

Paris, le 7 Octobre 1873.

L'UNION,

Fédération Ensivaloise de l'Internationale.

(SUITE DE LA CAUSERIE).

Cela dit, abordons notre sujet.

Avant 89, la bourgeoisie se trouva à peu près dans une situation analogue à la nôtre. Que fit-elle pour s'émanciper? Elle fit ce que nous faisons, elle s'organisa, elle s'associa et vainquit, avec l'aide des travailleurs qu'elle trompa, la classe nobiliaire, les privilégiés d'alors. Si elle parvint à éloigner du bénéfice de la grande révolution française, ceux qui, dans toute société, sont les plus dignes d'intérêt par la richesse et l'aisance qu'ils créent, par les sacrifices quotidiens de leur existence, elle fut forcée d'accorder des droits politiques et ne put empêcher l'idée d'émancipation et de rénovation sociale, qui déjà était l'apanage de certains travailleurs d'élite, de se répandre, de se vulgariser.

La mendicité humaine, convenue par tous ceux qui avaient compris leur dignité d'homme, c'est dans la mutualité qu'on trouva des garanties contre l'adversité. Aussi, voyons-nous tout d'abord s'établir des associations de réciprocité pour les cas de maladie.

Organisations imparfaitement appelées sociétés de secours mutuels. Je dis imparfaitement nommées secours mutuels, parce que la mutualité donne des garanties, non des secours. Un exemple suffira à démontrer la justesse de mon raisonnement: Celui qui fait assurer son avoir contre les risques d'accidents, compte-t-il recevoir des compagnies d'assurance des secours ou des indemnités? Evidemment, ce sont des indemnités, puisque c'est une affaire de droit et non de commiseration.

Le progrès, qui se charge de corriger nos travers, fera justice de ce non-sens comme de bien d'autres choses.

Il fera comprendre aux membres des associations d'assurance mutuelle que l'admission, dans leur sein, de membres honoraires, fait supposer les membres effectifs indignes. Il démontrera que si l'ingérence du prêtre dans leurs sociétés est mauvaise, celle de l'autorité soit libérale, soit cléricale, ne l'est guère moins. Les petits cadeaux entretiennent l'amitié, dit-on, c'est possible; mais ils peuvent aussi corrompre ceux qui les reçoivent, et ces associations, au lieu d'être composées d'hommes libres, pourraient bien ne plus représenter que des réunions de machines.

Si ces sociétés veulent sérieusement marcher dans la voie du progrès, il faut qu'elles s'occupent de tout ce qui peut améliorer la condition physique et intellectuelle de leurs adhérents. Elles doivent avoir constamment en vue l'adoucissement des souffrances des associés malades en accroissant leur bien-être, et conserver au-dessus de tout leur liberté d'action, leur indépendance.

Les travailleurs ayant eu l'occasion de reconnaître, par l'institution des associations d'assurance mutuelle, toute l'efficacité de la prévoyance contre les cas de maladie, il ne leur fallut faire qu'un pas en avant pour s'apercevoir que cette même prévoyance pourrait être appliquée aux cas fréquents de chômage. L'idée comprise, ils tentèrent la mise à exécution de ce nouveau mode de mutualité.

Avant d'aller plus loin, quelques mots d'explication me semblent nécessaires. En effet, si cette société naissante n'avait eu en vue que de prémunir ses membres contre le manque de travail, il est incontestable qu'elle ne se serait point qualifiée de Résistance, en France, de Trades-Unions, en Angleterre et de maintien de prix dans notre pays; elle eut tout bonnement adopté pour titre: Assurance mutuelle contre le chômage.

Nous avons donc à rechercher la raison pour laquelle elle prit cette dénomination.

La petite industrie vaincue par la grande, c'est-à-dire par le monopole, fit que les travailleurs affranchis durent solliciter un emploi des détenteurs des grands instruments de travail, ce qui amena, au sein des masses, un surcroît d'intelligence et de sens pratique, il s'en suivit aussi que les travailleurs se sont trouvés réunis en plus grand nombre dans un même établissement. Une réunion nombreuse d'individus dont les intérêts sont identiques, devait inévitablement amener de fréquentes discussions sur le travail et sur sa rémunération. C'est un fait incontestable. Les capitalistes ne s'étant réunis qu'afin de tirer, le plus possible, d'avantages de leurs capitaux, après avoir ruiné les petits industriels dont ils n'avaient point à redouter de concurrence, après avoir acheté, en quantités considérables, les matières premières, afin de doubler leurs profits, ils devaient ne pas s'en tenir là, aussi firent-ils sans cesse des tentatives pour réduire, à sa dernière expression, le salaire des ouvriers. Ceux-ci trouvant ce procédé peu de leur goût et voulant, au contraire, faire progresser le gain en proportion des besoins de la vie, résolurent d'établir une barrière infranchissable contre l'arbitraire et le mauvais vouloir de leurs seigneurs et maîtres.

De là prit corps cette association si à propos nommée: Résistance.

Il est donc incontestable que les patrons, par leur égoïsme effréné, par leur façon hautaine et brutale de traiter leurs subordonnés, par l'injustice et la rigueur avec lesquelles ils recevaient les réclamations particulières, le renchérissement des objets de consommation aidant, firent plus pour l'institution de ce genre d'associations que l'initiative des travailleurs eux-mêmes.

Puisqu'il a été question tout à l'heure de la cherté des vivres, il ne sera pas hors de propos de dire un mot de l'association coopérative de consommation.

La modicité du prix de la main-d'œuvre en comparaison de l'accroissement constant de tout ce qui est nécessaire à la satisfaction des plus puissants besoins, jointe aux difficultés à vaincre pour obtenir une rémunération plus équitable du travail, firent faire aux travailleurs de sérieuses réflexions au sujet des prélèvements que font les intermédiaires placés entre le producteur et le consommateur.

Quelques travailleurs ont tenté l'organisation de ce troisième genre d'association, mais les difficultés administratives ainsi que la nécessité de fonds considérables, les ont fait reculer devant cette entreprise; leur idée était d'associer leurs besoins, afin de pouvoir prendre en gros ce que chacun, individuellement, devait prendre en détail. Ils voulaient passer au-dessus de la tête des sangsues de 2^{me}, de 3^{me} et de 4^{me} ordre, pour atteindre à celles de premier ordre, qui, déjà, prélèvent une véritable part du lion, qu'on en juge: les journaux rapportaient, dernièrement, qu'une balle de café prise au cultivateur, coûte de 7 à 8 francs, tandis que la même balle de café vendue à Amsterdam, ne l'est qu'au prix de 80 francs. Il est bon de ne pas perdre de vue ce naïf aveu.

Ce qui n'a pu réussir aujourd'hui quant à cette organisation, se fera plus tard, soyez-en convaincu.

(La suite au prochain numéro).

Le *Volkswille* du 3 septembre nous apprend que le gouvernement autrichien a donné l'ordre d'expulser le citoyen Rogeard, pour la protestation suivante, qu'il vient de publier contre l'expulsion de ses amis:

J'ai appris, avec peine, que quatre réfugiés politiques français, dont la situation à Vienne est tout-à-fait semblable à la mienne, sont menacés par la police locale de rigueurs auxquelles j'ai échappé depuis onze mois et qui, aujourd'hui encore, les atteindraient sans m'atteindre. On leur refuse l'hospitalité que l'on m'accorde, on les expulse et on me laisse.

Je n'examine pas qui d'eux ou de moi aurait le plus à se plaindre de cette inégale application de la loi, mais je la constate avec étonnement.

Cependant, malgré mon désir de voir cette même loi, plus également appliquée, protéger avec moi mes compagnons d'exil, ou me frapper avec eux, et m'associer à leur sort ou les associer au mien; malgré le déplaisant effet d'une faveur, d'une exception ou d'un oubli; malgré tout cela, je ne proteste pas, je me résigne et veux me taire, parce que je n'ai ni le pouvoir de détourner des autres, ni la vanité d'attirer gratuitement sur moi des rigueurs qu'il me convient d'attendre avec calme, sans les souhaiter ni les craindre. Donc, je ne proteste pas, et ne serais pas intervenu si la presse ne m'avait déjà fait intervenir, discrètement, il est vrai, et sans me nommer, voulant ménager ma position; mais comme je ne suis pas tenu aux mêmes ménagements, je demande à prendre part aux débats. Si je ne puis être ni juge, ni partie, ni défenseur dans cette affaire, je puis au moins être témoin, je ne proteste pas, je ne réclame pas, je n'accuse pas, je ne défends pas; j'expose; je mets sous les yeux de l'autorité et du public les faits, les simples faits que des rapports inexacts ont pu dénaturer, afin que le public et l'autorité puissent juger en connaissance de cause.

MM. Barré, Chalain, ouvriers, Huguenot et Saens, professeurs, sont mes amis politiques et personnels; comme moi, ils ont été mêlés à la lutte des partis (en France); comme moi, ils sont venus chercher en Autriche ce que les proscrits de tous pays trouvent d'ordinaire en tous pays. La faculté d'y résider en se soumettant aux lois, comme moi, ils y ont vécu de longs mois, absolument étrangers aux affaires intérieures de l'Autriche, exclusivement occupés par leur travail professionnel; comme moi, enfin, ils ont trouvé dans leur travail des moyens d'existence très-suffisants; l'un d'eux même y a trouvé, en plus, l'honneur d'être distingué parmi les exposants et de voir l'œuvre de son ciseau achetée par un Musée de Vienne; il semble donc que, les mêmes antécédents devaient nous destiner au même accueil, et que l'immunité qui me couvre encore, devait les couvrir. On les chasse; pour quoi? on les chasse au nom de la loi même qui les protège. Or cette loi vise:

1^o Ceux qui sont dangereux pour l'Etat (staat-gefahrlich); or je ne sache pas, qu'un tourneur qui tourne sans cesse, un ciseleur qui tout le jour cisele, et deux professeurs qui professent du matin au soir, puissent mettre en péril un Etat que, quoique, fut-ce celui de Monaco.

2° La loi vise encore ceux qui sont sans moyens d'existence; or le travail de tous était permanent, assuré et suffisamment lucratif.

La loi ne s'applique pas à eux; et je remarque que, à l'exception d'un seul que l'expulsion a surpris, non pas sans moyens d'existence, mais momentanément sans argent, ce qui est bien différent, et le rapport de la police mentionne seulement ses décisions, sans avouer aucun motif; est-ce donc qu'il n'y en a pas d'avouable? Le public, tant étranger qu'autrichien, est intéressé à le savoir; car du moment où le droit légal est violé dans un seul citoyen, il est menacé dans tous.

En outre, cette expulsion illégale a été accompagnée de circonstances qui la rendent odieuse, et de coïncidences qui la rendent suspecte, deux des condamnés sont mariés; dans l'un des deux plus jeunes ménages, il y a une femme enceinte; dans l'autre, il y a un enfant; et il faut partir! L'un des jeunes maris avait des intérêts engagés à l'Exposition, et il faut partir! La propriété de ce dernier a été violée, son étalage supprimé, son enseigne arrachée, sa vitrine fermée, son avis préalable, par un agent sans mandat, et sa sœur éconduite; le tout très peu poliment, et au nom et par l'ordre de M. Dusommerad qui semble en cela s'être légèrement écarté de son rôle de protecteur naturel des exposants français, et même de l'exquise courtoisie qui le distingue en d'autres occasions.

Rien de plus clair que la situation des expulsés, rien de plus obscur que les motifs de leurs juges; aux premiers nous avons pu rendre témoignage; à l'égard des seconds, on se perd en conjectures, on est réduit à poser des questions.

Un commissaire a dit à Huguenot :

« Mais enfin, pourquoi vous expulse-t-on ? »

Si les commissaires ne savent pas pourquoi ils expulsent, qui le saura? Là où, récemment encore, deux conspirateurs français, deux industriels politiques, sans ouvrage, ont pu trouver la liberté de comploter, les travailleurs français ne demandent que celle de vivre; ils ne l'obtiennent pas! pourquoi?

Notez bien que je ne demande pas l'expulsion des Autesses, laissez les tripoter; mais laissez-nous travailler.

Sans utilité pour l'Autriche, et sans souci de sa dignité, la police autrichienne trouve des loisirs pour s'occuper des petites affaires du sieur Broglie! pourquoi?

Si ce n'est pas dans l'intérêt de la sûreté, qu'on applique une loi de sûreté, dans quel intérêt agit-on?

Si ce n'est pas à la raison d'Etat autrichienne qu'obéit la police autrichienne, à quelle raison d'Etat obéit-elle?

Ici, comme dans toute ténébreuse affaire, il faut répéter le vieil adage de procédure romaine: *Cui bono?* à qui cela profite-il?

Il n'y avait pas assez de fléaux conjurés contre l'Exposition universelle de Vienne, on y ajoute la persécution des étrangers! Pourquoi?

Il faut donc que la lumière se fasse sur les motifs, encore obscurs de ces sévérités subites, sur les causes de ce changement d'humeur de la police autrichienne frappant tout à coup de paisibles étrangers qu'elle protégeait hier; il faut que le jour de la publicité pénètre dans cette ombre; il faut arracher son secret à cette mystérieuse iniquité. Ce n'est pas trop pour cela de tous les témoignages, c'est pourquoi j'apporte le mien. Sur les expulsions deux seulement, paraissent définitives, par suite du regret du recours, et de l'ignorance où on nous a laissés de la possibilité d'une seconde instance, d'un appel au gouvernement. Le sort des deux autres expulsés est incertain; le mien aussi comme celui de tout étranger; tant que la loi sur les étrangers sera aussi ingénieusement interprétée. Mais, encore une fois, ce n'est pas le souci de mon sort incertain, mais bien celui de la vérité, qui me fait parler.

Un bon citoyen, exposé à l'arbitraire, ne doit se laisser troubler ni par les persécutions les plus soudaines, ni par les indulgences les plus inattendues. Je regarderais, pour ma part, comme un grand bonheur, la protection d'une loi égale pour

tous; comme un grand honneur, celle de l'opinion publique, mais comme une bien mauvaise plaisanterie, celle d'une police capricieuse et fantasque qui, après m'avoir tracassé l'autre année, et s'acharnant aujourd'hui sur mes meilleurs amis, tout à coup s'aviserait de m'écraser de sa clémence, et d'offrir tant de bonté à tant d'ingratitude. En frappant mes amis, la police viennoise a perdu le droit de me protéger; qu'elle choisisse maintenant entre une petite persécution et une petite contradiction; c'est son affaire et non la mienne.

Si elle me tolère, tant mieux pour moi; et si elle me chasse, tant pis pour elle; car celui qui fait une injustice est plus à plaindre que celui qui la reçoit. J'ai fait maintenant ce que j'ai cru devoir au public, à mes amis et à moi-même: j'ai dit ce que j'avais à dire, le reste ne me regarde pas.

Il ne manquera pas de gens qui diront: « Ce n'est rien, c'est un communard qui se noie. » J'en conviens, parler des expulsions ou non-expulsions de Vienne, c'est parler de l'infiniment petit; mais qu'on y prenne garde! Ces faits infiniment petits ne sont pas isolés; ils se rattachent à un ensemble de faits d'autre nature et de même portée; cet ensemble est un symptôme, et ce symptôme peut avoir un intérêt général. Dans tout cela à qui en veut-on? De qui se moque-t-on? Ne s'agit-il vraiment que de quatre proscrits que trop de rigueur afflige? ou d'un cinquième que trop de faveur accable? Non, non, il ne s'agit pas de tel ou tel, mais de tout le monde. Ce que je vois ne me dit rien qui vaille et ne me présage rien de bon; il y a un grand danger quelque part; il y a un mauvais coup dans l'air; on entend des bruits sinistres, on voit passer des formes étranges; autour des troupeaux mal gardés, on voit, la nuit, rôder des ombres qui ressemblent à des princes. On sent vaguement, dans les ténèbres, quelque chose de monstrueux qui s'avance; on attend l'arrivée d'un inconnu redoutable; le grand drame touche à son dénouement, le rôle des doublures touche à sa fin; c'est le cinquième acte qui va commencer; la scène est encore vide d'acteurs et déjà pleine d'épouvante: un personnage terrible va faire son entrée; c'est la Réaction, la grande Réaction politique et religieuse européenne, c'est dans un instant qu'elle va paraître, sanglante et triomphante; c'est dans un instant qu'elle sera fêtée, acclamée, applaudie; à moins cependant que le bon sens moderne ne se fâche, et que la pauvre vieille ne soit, hélas, sifflée, huée, honnie, conspuée et finalement expulsée.

Vienne, 17 août 1873.

ROGARD.

réfugié politique français.

A propos de la supplantation des grévistes par des soldats de l'armée belge, deux de nos confrères, de Bruxelles, viennent de publier chacun un article que nous nous faisons un devoir de soumettre à nos lecteurs :

L'armée industrielle remplacée par l'armée de guerre.

Nous recevons d'un de nos confrères l'excellent article ci-après. Quoique traitant une question en dehors du cadre de notre journal typographique, nous nous sommes néanmoins décidés à le publier, vu qu'il y a une certaine analogie avec l'essai infructueux également tenté en Autriche par un ministre de la guerre, lors de la dernière grève des typographes de Vienne. On sait que cet essai consistait à faire remplacer les compositeurs et imprimeurs en grève par... l'armée.

Dans le cours du mois dernier une circulaire a été adressée par M. le lieutenant-général Thiebaut, ministre de la guerre, aux généraux commandant les trois divisions territoriales. Elle était ainsi conçue.

« Dans la situation actuelle de l'industrie, le recrutement des ouvriers au chemin de fer de l'Etat se fait dans des conditions difficiles et relativement onéreuses! Les défections y sont assez nombreuses, bien que l'administration à l'exemple de l'industrie privée ait successivement élevé le niveau des salaires; mais il est des limites que l'administration ne peut franchir et des exigences auxquelles elle ne peut raisonnablement souscrire... »

Le railway national compte près de 20,000 ouvriers;

la pensée que l'administration peut, à un moment donné, être inopinément privée du concours d'une partie plus ou moins notable de ce personnel, préoccupe très sérieusement le Département des Travaux publics. Il convient de prévoir non seulement l'éventualité d'une grève qui priverait subitement une station importante de tout son personnel ouvrier, mais encore la nécessité d'augmenter, sur l'heure, le personnel, en cas d'inondation ou de tout autre événement imprévu.

« C'est en vue de parer à cette éventualité que je vous prie, Messieurs, de donner des ordres pour que, le cas échéant, l'administration des chemins de fer de l'Etat puisse, sur réquisition d'urgence à adresser au commandant de la place, disposer d'un certain nombre de soldats de la garnison la plus voisine, pour assurer, au moins provisoirement, le service d'une ou de plusieurs stations, ou le travail serait momentanément entravé ou interrompu. »

« Le taux des indemnités à allouer par l'administration des chemins de fer de l'Etat, aux soldats, caporaux et sous-officiers qu'elle emploierait éventuellement, serait, pour les cinq premiers jours de prestation, et par jour, 2 fr. au soldat, 3 fr. au caporal et 4 fr. au sous-officier. A partir du sixième jour, ces indemnités seraient respectivement réduites à fr. 1 60, 2-40 et 3-20, taux auxquels elles resteraient fixées pendant tout le temps de présence ultérieure. »

« La mesure dont il s'agit suffira pour prévenir, dans la plupart des cas, les actes concertés de mauvais vouloir et les exigences non justifiées. »

« D'un autre côté, lorsque l'armée mobilisée devra intervenir dans le service d'un chemin de fer, l'expérience pratique que la troupe aura pu acquérir, en temps de paix, lui sera fort utile. »

Nous ne croyons pas que la loi, qui permet au ministère de la guerre d'emlever chaque année 12,000 jeunes gens à leurs foyers pour leur apprendre le métier de tueurs d'hommes, lui ait en même temps donné le droit de disposer de ces jeunes gens à sa guise, au point d'en faire à l'occasion des pousses-wagons. Il est déjà dur de devoir subir la conscription; toutefois, puisqu'il est convenu qu'il faut une armée, il se trouve tous les ans des milliers d'individus qui se résignent, sans trop murmurer, à aller peupler les casernes. Mais est-ce à dire que ces conscrits soient devenus des machines au point de faire sous les drapeaux tout ce qu'un ministre de la guerre ordonnera? Peuvent-ils, par une simple circulaire, être détournés du but pour lequel on les sépare de leurs familles? Ces jeunes gens, partis pour apprendre tout ce qu'un soldat doit connaître de l'art militaire, peut-on en disposer pour des choses tout à fait étrangères à cet art?

Cette mesure nous paraît attentatoire à la liberté du travail et à la dignité du soldat. L'armée n'est déjà pas trop populaire en Belgique, pour qu'on ne la dépopularise pas davantage encore en s'en servant comme d'une cohorte de suppléants. Et puis, ces soldats ont presque tous été ouvriers, leurs sympathies sont acquises aux ouvriers, et on les forcera à agir contre leurs sentiments ou à désobéir à la discipline! Quelle excellente mesure pour faire aimer le service militaire!

Ah! s'il se présente certains cas imprévus comme des inondations, ainsi que le dit la circulaire, il est clair que le gouvernement use de son droit, accomplissant un devoir même, en se servant de tous les moyens pour remédier immédiatement à la position critique qui pourrait résulter de ces circonstances. Il s'agit alors de nécessité publique, et personne ne songe à lui contester ce pouvoir; mais ce point n'est qu'accéssoire, à peine est-il effleuré dans la circulaire qui nous occupe et dont le fond réel est évidemment ceci :

« Les ouvriers des chemins de fer ne sont pas satisfaits de leurs salaires et commencent à murmurer; il pourrait se présenter des grèves qui entraveraient le service; parons d'avance à ce danger en nous servant de l'armée. »

Les ouvriers ont-ils raison de se plaindre? Nous répondrons à cette question en disant que les salaires des ouvriers les mieux rétribués n'atteignent pas quatre francs par jour, tandis que les autres, et ce sont les plus nombreux, ne reçoivent guère plus de deux francs par jour pour un travail souvent écrasant, toujours pénible et dangereux. La circulaire débute du reste par avouer naïvement que le recrutement se fait difficilement!

Ainsi donc, deux à trois francs par jour à des hommes qui doivent se trouver très tôt à la besogne, qui ne la peuvent quitter que très tard, qui sont continuellement exposés à mille dangers, soit sur les locomotives où les attendent les déraillements, les rencontres, etc., soit dans les stations où le chargement ou le déchargement des marchandises, le passage des trains, les soins à leur donner, mettent sans cesse leurs jours en péril. Il serait oiseux de dire ce que tout le monde sait, qu'il arrive autant et plus d'accidents dans les stations que le long des voies; l'on a beau

dire que tous sont dus à l'imprudence des victimes, il n'en est pas moins vrai que les ouvriers des stations prennent autant de précautions que ceux des autres professions et que, si un plus grand nombre d'accidents leur arrivent, c'est qu'ils sont environnés de plus de dangers.

Encore une fois, dans ces conditions, l'ouvrier a-t-il tort ou raison de se plaindre? Aussi les bons ouvriers désertent-ils le chemin de fer qui ne conserve que de tout jeunes gens, ou des invalides, ou des incapables. La conséquence nécessaire de cet état de choses est la désorganisation du service.

Ah! si M. le ministre de la guerre avait dépeint dans sa circulaire la véritable position des ouvriers, tout le monde eût pu apprécier la vraie valeur de cette lettre. Mais il a mieux aimé rester dans la vague et dire d'une manière générale: « L'administration, à l'exemple de l'industrie privée, a élevé le taux des salaires, mais il est des limites que l'administration ne peut franchir et des exigences auxquelles elle ne peut raisonnablement souscrire. »

Les limites sont probablement le salaire actuel; les exigences sont les demandes d'augmentations! Admirez aussi le gouvernement, qui est là pour faire le plus possible le bonheur de ses administrés, et qui se contente de suivre l'exemple de l'industrie privée, comme si son devoir n'était pas de donner cet exemple!

Pourquoi l'administration ne peut-elle pas franchir ces limites? Probablement à cause de sa pauvreté: elle n'a réalisé, en 1871, qu'un maigre bénéfice de douze millions.

Le devoir du ministère des travaux publics est de veiller à ce que les ouvriers ne se trouvent jamais dans la dure nécessité de recourir au refus du travail. Ce n'est pas difficile: il suffit de les rétribuer convenablement. Ce n'est pas par amour du trouble que les ouvriers emploient les grèves; mieux que personne, ils savent ce qu'elles leur coûtent. Mais il est des grèves légitimes, nécessaires, dernier moyen auquel les ouvriers ont recours.

Il est deux points que le gouvernement perd de vue, nous semble-t-il. Le premier, c'est que le chemin de fer étant un service public, ne doit pas être considéré par l'Etat comme une source de revenus: de là, cette conséquence naturelle que les tarifs devraient être dressés de façon à couvrir seulement toutes les dépenses qu'entraînerait une exploitation parfaite, laquelle nécessite un personnel choisi. Ce raisonnement nous conduit droit au second des points qui nous paraissent négligés, à savoir que, pour être bien servi, il faut bien payer. Ce principe, accepté de tous, est-il pratiqué par l'Etat? Le public a le droit d'exiger que les chemins de fer lui procurent toute la célérité, l'ordre et la garantie qu'ils peuvent donner. Y parviendra-t-on en rétribuant si mal le personnel que les meilleurs de ses membres soient forcés de désertir pour vivre? Y parviendra-t-on surtout en remplaçant même momentanément, ces ouvriers par des soldats sans notions de ce genre de travail, sans expérience aucune, qu'on forcera parfois à travailler malgré eux? Et l'on se propose bien de les employer ailleurs que dans les stations: il est clair que le dernier paragraphe de la circulaire prévoit le cas où les soldats devraient diriger les trains. Quelle perspective rassurante pour les voyageurs!

Que le gouvernement soit donc plus éclairé que tous ces industriels qui, dans la moindre demande des ouvriers, voient toujours la main de l'Internationale! Qu'il paie convenablement ses hommes et il sera alors en droit, il aura de plus le pouvoir de choisir, d'exiger d'eux des conditions qu'il ne peut pas demander aujourd'hui. Il aura un personnel choisi, capable, dévoué, qui ne l'abandonnera pas, qui ne compromettra pas le service et qui satisfera tout le monde. Et le ministère des travaux publics pourra parfaitement se passer du département de la guerre. Tant qu'on ne se sera pas engagé dans cette voie, la seule réellement pratique parce qu'elle est la seule juste, on verra se produire entre les ouvriers et l'administration des déchirements que l'intervention de l'armée pourra pallier, mais jamais faire cesser.

UN EX-TYPOGRAPHE.

(Gutenberg)

Un homme averti...

En vaut deux, dit la sagesse des nations: Je vais donc avertir MM. Thiebault et Moncheur que s'ils n'y prennent garde, ils vont commettre une forte bêtise. — Oh! oui, une hévue bien forte!

Il y a un mois environ, M. Thiebault, ministre de la guerre, envoyait à MM. les généraux commandant les trois divisions territoriales, une circulaire aux termes de laquelle le département des travaux publics pourrait, en cas

d'urgence, disposer des militaires nécessaires pour assurer le service des stations.

Rien de mieux, pensions-nous alors. Rien de pire, pensions-nous aujourd'hui.

**

On nous écrit en effet de Liège qu'à la station des Guillemins, la semaine dernière, les ouvriers prétendirent à une augmentation de salaire. Ils en avaient assuré le droit. L'administration en jugea peut-être autrement. Toujours est-il que les ouvriers ayant quitté le travail, ils furent immédiatement remplacés par une douzaine de soldats auxquels on donne 2 fr. par jour, conformément à la circulaire dont je viens de parler. Et cela dure depuis près d'une semaine!

On a peine à ajouter foi à pareil récit, qu'on nous affirme pourtant exact. Voilà donc la liberté des grèves devenue un vain mot — à peu près comme toutes les autres libertés — et cela, grâce au soldat ouvrier.

**

A-t-on bien réfléchi, aux ministères des travaux publics et de la guerre, à la criante injustice d'un pareil système? On comprend et on admet parfaitement qu'en cas d'urgence, comme dit la circulaire, on emploie des soldats. La rupture d'un pont, une inondation, ou tout autre grave accident peut certainement nécessiter, pour un temps qui ne devrait d'ailleurs jamais être très long, l'envoi des compagnies de travailleurs militaires sur nos voies ferrées. Mais ce temps ordinaire, pour une grève partielle et qui ne comprend, comme celle des Guillemins dont je m'occupe, qu'une douzaine d'ouvriers, semblable mesure n'est pas justifiée et devient, par conséquent, en même temps qu'une injustice, une maladresse et une imprudence.

**

Comment voulez-vous que l'ouvrier, s'il a raison, parvienne à obtenir justice, si aux premiers mots qu'il prononce il est mis à la porte et remplacé par des soldats? Et notez que ces soldats sont, en partie, entretenus par ce même ouvrier auquel ils viennent ainsi rendre impossible la légitime revendication d'augmentation de salaire à laquelle, à tort ou à raison, il prétendra avoir droit.

**

Et c'est là qu'est la maladresse, c'est là qu'est l'imprudence. Car si les voies légales sont fermées, barrées, obstruées, vous obligez l'ouvrier à prendre les voies illégales, à s'insurger. — Pourquoi ne le dirions-nous pas? Il est certain que si le système inauguré à Liège devait se généraliser, on en arriverait avant peu à jeter les masses ouvrières contre l'armée. L'armée, naturellement, se servirait des armes mises à sa disposition, et on aurait une petite guerre civile. MM. Thiebault et Moncheur ne partagent peut-être pas nos craintes; qu'ils y réfléchissent, et ils verront qu'elles ne sont pas malheureusement du domaine des chimères, mais de celui des choses possibles, — sinon probables.

**

Or, on peut éviter pareille calamité. Il n'y a qu'à réparer l'injustice commise à Liège, — et à ne la plus commettre nulle part.

Qu'on se dise bien que le soldat n'est pas fait pour aider une puissante administration — fut-elle gouvernementale — à triompher des exigences quelquefois fort légitimes du travailleur. Qu'en des circonstances graves il soit utilisé, très-bien. Mais qu'on n'abuse pas du travail du soldat. On ne fait dans aucun pays ce qu'on a tenté de faire chez nous; qu'on s'en tienne à la tentative, qu'on renonce à la réalisation d'une chose impossible.

Ce sera agir sagement.

**

En tous cas, j'espère bien qu'à la rentrée de la Chambre il ne manquera pas de représentants pour réclamer contre l'abus de pouvoir dont se sont rendus coupables MM. Moncheur et Thiebault. — Si toutefois, ce qu'on dit de Liège est exact. — Car, j'ai encore peine à y croire, je l'avoue, tant cela me semble monstrueux.

Ce serait, ni plus ni moins, la mise en pratique de la belle devise de M. de Bismarck, mais sur un autre terrain que celui où travaille la Prusse: « La Force prime le Droit »

Or c'est impossible...

Parce que ce serait une indignité, une infamie!

JEAN DE NIVELLES.

(Nouvelles du Jour).

MOUVEMENT OUVRIER.

Suisse.

La fabrique de pianos de MM. Barry et Hubert, à Zurich, a renvoyé trois de ses ouvriers parce qu'ils avaient accepté de leur corporation le mandat de faire partie d'une commission chargée d'étudier les moyens d'obtenir une augmentation de salaire et une régularisation de la journée de travail.

Le plus grand nombre des collègues des trois ouvriers renvoyés ont aussitôt quitté la fabrique, se rendant ainsi solidaires de leurs camarades. Avertie de cet incident, la corporation zuricoise des ouvriers

travaillant le bois (menuisiers, charpentiers, ébénistes, fabricants de pianos, etc.) s'est réunie et a pris la résolution suivante:

« L'assemblée générale de la corporation des ouvriers travaillant le bois, dans le district de Zurich, assemblée à laquelle ont assisté 350 membres, a voté les résolutions ci-dessous à l'égard des mesures prises par la fabrique de pianos Burret et Hubert contre des ouvriers de cet établissement:

» 1. Les ouvriers qui ont été renvoyés de cette fabrique ou qui l'ont quittée, et qui, jusqu'à ce jour, n'ont pas retrouvé du travail, seront soutenus par la caisse de résistance de la corporation, à raison de 4 fr. par jour pour chacun d'entre eux.

» 2. Il est du devoir, tant des membres de la corporation que de tout ouvrier, de ne point prendre de travail dans ladite fabrique.

» 3. Les présentes résolutions seront publiées dans les journaux ouvriers du pays et de l'étranger.

» Zurich, le 29 septembre 1873. Le Comité. »

Italie.

Nous trouvons dans le *Risveglio* de Sienna des nouvelles réjouissantes sur les progrès de l'Internationale en Toscane. A Pontassieve, sur les ruines de la société républicaine le *Cercle démocratique*, vient de se constituer une section socialiste importante par le nombre de ses membres. Elle entrera dans la fédération italienne de l'Internationale, et établira des relations suivies avec tous les centres de la populeuse Vallée de l'Arno. — A Prato et à Chiusi se forment également de nouvelles sections.

Sur l'initiative de la section de Florence, un Congrès des sections de Toscane doit avoir lieu prochainement, pour constituer la fédération provinciale des sections de cette région.

Enterrement civil.

L'association les *Solidaires* a procédé, jeudi dernier, à l'enterrement civil du citoyen Jean Baptiste Julien, ouvrier boulanger, né le 28 mai 1835, à Saligney, département du Jura (France), et décédé à l'hôpital Jean, le 7 octobre 1873.

A 4 heures de relevée, un nombre considérable de libres penseurs se trouvaient réunis au lieu du rendez-vous, rue du Pachéco. Quinze minutes plus tard, le cortège se mit en marche vers le cimetière communal de Josse ten-Noode.

Le cercueil était recouvert du drapeau rouge, pour indiquer au monde que celui qu'on portait en terre avait appartenu à cette valeureuse phalange qui défendit à Paris, le 18 mars, le principe communaliste.

Arrivés au cimetière et le corps ayant été descendu dans la fosse, trois citoyens prononcèrent des discours d'adieu; après quoi la foule s'écoula silencieusement et satisfaite d'avoir rempli ce dernier devoir envers un bon camarade, un digne citoyen.

Puisse sa veuve trouver, dans ce témoignage d'estime et d'affection, un soulagement à ses cruelles souffrances.

L'association des *Solidaires* donnera lundi 13 de ce mois, à 8 heures du soir, en son local, au Cygne, Grand' place, une soirée chantante populaire au bénéfice d'une veuve et de ses quatre enfants. Nous espérons que les compagnons trouveront, en cette circonstance, une occasion favorable pour démontrer qu'ils sont bel et bien pénétrés du principe de solidarité.

Correspondance.

Pepinster, La Section, pour journaux,	1 40
» » 4 ab. à dater d'octobre,	8 00
Enival, La Section, pour journaux,	5 00
» » au journal,	3 00
Jemmapes, Ed. F., pour abonnement,	3 00
Schaerbeek, Le C., menuisier, pour ab.,	4 00
Bruxelles, F. M., peintre,	2 00
» l'association des peintres, au j.	3 50
» Bureau des postes,	3 10
» » de Monceau-s/S.,	4 68
» Encaissement par la poste,	102 80
» Vente,	6 78

Bruxelles. — D. Baisnez, imprimeur, rue de l'Epargne, 5.